

<http://pierre-alainmillet.fr/L-ecologie-dans-la-gestion>



Article dans la revue du PCF « progressistes »

# L'écologie dans la gestion municipale, l'exemple de Vénissieux

- DHD -

Date de mise en ligne : dimanche 15 décembre 2013

---

Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

---

**La nouvelle revue « progressistes » lancée par le PCF m'a demandé un article montrant en quoi l'expérience municipale des actions pour l'environnement prenait un sens politique sur les questions de société, de progrès, de réponse aux besoins humainsâ€¹**

**voici cet article.**

Les mots de l'écologie politique sont désormais omniprésents dans le quotidien à travers l'énergie, les déchets, la consommation, les déplacements... Mais les questions et les réponses semblent être en dehors des contradictions sociales, et développent à la fois un « capitalisme vert » et la dénonciation de techniques pour elles-mêmes, masquant les intérêts privés qui les utilisent, ou au mieux les confondant. Il est essentiel aux communistes de comprendre les enjeux de classe des questions écologiques et ils ont un riche terrain d'expérience dans leur pratiques municipales.

C'est en 2008 que le maire communiste André Gerin, fait du « défi écologique » un moteur du projet de mandat de Vénissieux. La ville met en place un conseil citoyen du développement humain durable, une centaine d'habitants rédigent 107 actions locales devenues un agenda 21, réalisées ou engagées aujourd'hui ; appropriation citoyenne des enjeux du réseau de chaleur et de la réduction des consommations, jardins collectifs et évolution des pratiques de jardinage, plan de déplacements et développement des modes doux, charte des antennes relais, bio dans la cuisine centrale, défense de l'industrie et actions pour la qualité de l'air... les thèmes, les échelles, les moyens sont divers, mais ils marquent le lien politique entre la ville et ses habitants.

Nous avons appris l'importance de partir des questions concrètes sans jamais masquer les contradictions et la diversité des points de vue et des priorités, et donc de construire une critique des discours diffusés par les politiques publiques, notamment issus du Grenelle. Le concours familles à énergie positive par exemple est conçu pour des maisons individuelles maîtrisant leur chauffage. Comment s'en servir en habitat collectif avec réseau de chaleur ? Le passeport scolaire écocitoyen réalisé avec l'éducation nationale par le Grand Lyon tient un discours sur la consommation surréaliste pour des enfants en majorité en situation de pauvreté...

Car ce qui domine la société, ce sont les inégalités. Comment justifier que les « bénéficiaires » du tarif social de l'électricité payent les taxes des énergies renouvelables pour financer les propriétaires qui ont bénéficié de crédits d'impôts ? Comment justifier que la réduction des pollutions automobiles en ville se traduise par un péage urbain ? Comment défendre les clauses d'insertion dans les marchés publics quand les agglomérations se vident de leur industrie ? Plus généralement, le discours du « geste qui sauve la planète », est un contresens qui ne peut rassembler de vraies majorités. Les citoyens savent bien que les enjeux planétaires relèvent de choix de société, et notamment de la place des multinationales !

Ainsi de la gestion des déchets et de la propreté urbaine. Vénissieux a fait l'expérience d'une action de communication massive sur le tri sélectif des déchets, porte à porte géant, diffusion de 10000 sacs de tri... avec un résultat très positif. Mais il a fallu discuter des améliorations nécessaires du service public, du bailleur jusqu'aux services de collecte, et des objectifs affichés de réduction des déchets ménagers, jusqu'où ? Les écologistes demandent « toujours moins », comme si la consommation était malsaine, oubliant que les déchets sont aussi une ressource, pour le recyclage et la valorisation énergétique ! Nous défendons une politique de co-responsabilité du citoyen, du service public, jusqu'au commerce et la grande distribution, pour poser les questions de comportements dans le cadre politique du « vivre ensemble », de la place des services publics pour répondre aux besoins.

Les questions énergétiques sont sensibles dans une ville qui mène une bataille politique déterminée contre les coupures d'énergies, saisies, expulsions. Les abonnés au réseau de chaleur de la ville réduisent leur consommation, 150kwh/m2, moins que la moyenne nationale du logement mais loin des objectifs de la réglementation. Mais le plan Duflot se limite à une aide de 1000€ par logement social pour des travaux en général évalués à 20K€. L'expérience des bâtiments BBC montrent souvent qu'ils n'atteignent pas leur objectif. Leurs habitants vivent à leur manière, qui n'est pas celle calculée par les concepteurs ! Qui a raison ? Les « réseaux intelligents » organisent l'arrivée du marketing avec des compteurs permettant des tarifs variables, et font payer l'intermittence aux usagers en organisant « l'effacement », en fait les délestages nécessaires. Les pauvres devront accepter des contrats avec coupure à la demande du fournisseur ! Faut-il contraindre les habitants à réduire leurs besoins ou faut-il poser autrement la question de l'énergie ? Pour promouvoir la maîtrise citoyenne des consommations contre le double discours de l'énergie chère et de la précarité énergétique, nous affirmons le droit à une énergie propre, décarbonée, efficace et accessible. Contre la territorialisation des réseaux, exigeons un service public national qui investisse sur la domotique pour « consommer intelligemment ». L'enjeu de l'électricité n'est pas de consommer moins, mais d'éviter les pointes, donc anticiper une consommation (ce que permet le chauffage électrique !), la reporter (faire démarrer un équipement la nuit...), en assurant la réponse à un besoin maîtrisé collectivement.

L'expérience de la charte sur les antennes relais et du dialogue citoyen est tout autant illustrative des contradictions entre le besoin qui se généralise de communications mobiles et les inquiétudes elles aussi répandues. Nous cherchons à rendre le plus transparent possible les décisions et les niveaux d'expositions annoncés et mesurés. Les opérateurs en tiennent compte et certains projets sont déplacés ou modifiés. Les habitants constatent que les niveaux d'exposition restent très bas et s'approprient des équipements dont ils sont les premiers utilisateurs.

Mobiliser les citoyens suppose ainsi d'éclairer des questions qui sont souvent présentées comme techniques, à travers les « risques » et le principe de précaution. Mais le risque enferme le débat dans des batailles d'experts, qui croire ? Or derrière un choix technique, il y a toujours des choix politiques, économiques, des intérêts en jeu. Les citoyens, mobilisés et organisés, sont compétents pour décider de leurs besoins, de la légitimité et de la priorité de tel ou tel usage. L'effort nécessaire d'éducation populaire n'est pas fait pour arbitrer entre experts, mais pour construire des choix politiques partagés, en partant toujours des besoins, de l'intérêt général, de l'affirmation des droits.

Pour libérer l'homme de ce capital dont Marx montre qu'il épuise le travail et la terre, il faut se libérer d'une écologie politique conservatrice, outil du renouvellement « vert » du capitalisme, pour s'approprier l'écologie comme science du XXIe siècle, indispensable à l'appropriation sociale des systèmes de production et de distribution.